



**Coût des mesures  
proposées en  
campagne électorale :  
prévision de référence**



**BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET  
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER**

Ottawa, Canada  
20 juin 2019  
[www.dpb-pbo.gc.ca](http://www.dpb-pbo.gc.ca)

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport fournit la prévision économique et financière de référence pour la période d'évaluation du coût des mesures proposées pour la campagne électorale de 2019.

Analystes principaux :

Kristina Grinshpoon, analyste principale

Tim Scholz, conseiller-analyste

Collaborateurs :

Robert Behrend, analyste principal

Tessa Devakos, assistante de recherche

Eskandar Elmarzougui, analyste principal

Raphaël Liberge-Simard, analyste

Sarah MacPhee, analyste

Caroline Nicol, analyste

Christopher Penney, analyste principal

Ben Segel-Brown, analyste

Jason Stanton, analyste

Nigel Wodrich, assistant de recherche

Ce rapport a été préparé sous la supervision de :

Chris Matier, directeur principal

Nancy Beauchamp, Jocelyne Scrim et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : [dpb-pbo@parl.gc.ca](mailto:dpb-pbo@parl.gc.ca).

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

# Coût des mesures proposées en campagne électorale : prévision de référence

---

En janvier 2018, le DPB a établi des lignes directrices pour préciser de quelle façon il entendait réaliser son mandat sur l'évaluation du coût financier des mesures proposées en campagne électorale par les partis politiques durant les 120 jours précédant l'élection générale de 2019<sup>1</sup>.

Conformément à ce mandat, le DPB s'est engagé à publier, avant la période préélectorale, une prévision économique et financière de référence décennale. La prévision de référence et les hypothèses générales qui la soutiennent serviront à produire les estimations nécessaires pendant la période d'évaluation du coût financier des mesures proposées en campagne électorale (CMP). Les partis politiques peuvent utiliser les hypothèses et la prévision de référence pour estimer le coût de leurs mesures.

La prévision de référence comprend les mesures du budget de 2019. Nous y avons aussi intégré les nouvelles politiques dont les prévisions du budget de 2019 ne tenaient pas compte.

Pour aider les partis politiques et le public à estimer l'incidence possible sur les recettes attribuables aux changements apportés au régime fiscal fédéral – les ajustements aux crédits, aux taux d'imposition et aux tranches d'imposition pour l'année civile en cours – nous avons mis à jour notre simulateur budgétaire en ligne afin d'y intégrer la prévision du CMP<sup>2</sup>. Nous fournissons également un outil en ligne<sup>3</sup> que les partis politiques et le public peuvent utiliser pour évaluer l'incidence possible des politiques sur les frais de la dette publique<sup>4</sup>.

La prévision de référence du CMP présentée ci-dessous est une mise à jour de la prévision fournie dans les *Perspectives économiques et financières* du DPB en avril 2019<sup>5</sup>. La prévision de référence du CMP comprend des renseignements et des données jusqu'en date du 10 juin 2019 inclusivement. Les prochaines sections illustrent les principaux changements qui ont été apportés.

## **Prévision économique de référence du CMP (Tableau 1)**

La prévision économique de référence est très similaire aux perspectives d'avril.

Au cours du premier trimestre, la croissance du PIB réel a été plus faible que prévu dans nos perspectives d'avril, mais la croissance économique devrait être légèrement plus élevée à moyen terme en raison de la contribution des exportations nettes, ce qui fera contrepoids à cette faiblesse. L'inflation du PIB au premier trimestre a été plus élevée que nos prévisions, mais nous avons néanmoins révisé modestement à la baisse nos perspectives à court terme quant à l'inflation du PIB pour tenir compte de la baisse du prix des produits de base.

Par conséquent, notre projection sur la croissance du PIB nominal (soit la combinaison de la croissance du PIB réel et de l'inflation du PIB) est inférieure en moyenne de 0,1 point de pourcentage par année pour la période de 2019 à 2023 par comparaison à nos perspectives d'avril. Le niveau du PIB nominal – la mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement – est réduit en moyenne de 7 milliards de dollars (0,3 %) par année pour la période de 2019 à 2029<sup>6</sup>.

Nous avons également revu légèrement nos hypothèses à court terme sur la politique monétaire des États-Unis et du Canada. Pour tenir compte de récentes communications de la Réserve fédérale américaine et de la Banque du Canada, nous avons reporté la reprise des augmentations des taux directeurs d'un trimestre. Dans nos perspectives d'avril, nous avons supposé que les augmentations graduelles des taux directeurs commenceraient en octobre 2019.

### **Prévision financière de référence du CMP (Tableau 2)**

Dans l'ensemble, la prévision financière de référence pour le solde budgétaire est légèrement plus faible que celle de nos perspectives d'avril.

Selon les résultats financiers mensuels allant jusqu'à mars 2019, nous prévoyons que le déficit budgétaire en 2018-2019 atteindra 14 milliards de dollars (0,6 % du PIB), soit 1,8 milliard de dollars en deçà de ce que nous avons prévu en avril. Cette révision à la baisse est principalement attribuable à des recettes de l'impôt sur le revenu plus élevées que prévu. Toutefois, à moyen terme, les recettes devraient rester essentiellement les mêmes par rapport aux perspectives d'avril étant donné que le fléchissement du PIB nominal fait contrepoids à l'accroissement des revenus budgétaires<sup>7</sup>.

Nous prévoyons une hausse des dépenses de programme attribuable aux nouvelles politiques annoncées après le budget de 2019 (comme l'*Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia*, conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador et annoncée le 1<sup>er</sup> avril 2019) et aux révisions des estimations de certaines mesures du budget de 2019. Les frais de la dette publique devraient baisser en partie à cause de la révision de la trajectoire des taux d'intérêt.

Pour la période 2019-2020 à 2028-2029, on s'attend à ce que le solde budgétaire soit inférieur de 0,7 milliard de dollars par année, en moyenne,

par rapport à nos perspectives d'avril. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB est supérieur de 0,2 point de pourcentage, en moyenne, en raison des déficits budgétaires plus importants et du fléchissement du PIB nominal.

La prévision financière de référence détaillée peut être consultée dans la feuille de calcul en ligne : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/election-proposal-costing-baseline>.

### **Résumé des mesures du budget de 2019 et nouvelles politiques (Tableau 3)**

Le DPB fournit également l'évaluation du coût des mesures du budget de 2019, par poste de dépense, en fonction de ses propres estimations et de celles de Finances Canada, advenant l'éventualité où les partis politiques choisiraient de modifier leur prévision de référence aux fins de leur planification financière. Le tableau 3 ci-dessous présente un résumé de haut niveau des mesures du budget de 2019 ainsi que des nouvelles politiques dont les projections du budget de 2019 ne tenaient pas compte.

L'évaluation détaillée, par poste de dépense, du coût des mesures du budget de 2019 et des nouvelles politiques peut être consultée dans la feuille de calcul en ligne : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/election-proposal-costing-baseline>.

Tableau 1 Prévision économique de référence du CMP de 2019

| % sauf indication contraire                   | Prévision |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
|-----------------------------------------------|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|                                               | 2018      | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  | 2027  | 2028  | 2029  |
| Croissance du PIB réel                        | 1,9       | 1,3   | 1,9   | 1,8   | 1,6   | 1,6   | 1,6   | 1,6   | 1,6   | 1,6   | 1,6   | 1,6   |
| Croissance du PIB potentiel                   | 1,6       | 1,7   | 1,6   | 1,6   | 1,7   | 1,7   | 1,7   | 1,7   | 1,6   | 1,6   | 1,6   | 1,6   |
| Inflation du PIB                              | 1,7       | 1,6   | 1,8   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   |
| Croissance du PIB nominal                     | 3,6       | 3,0   | 3,8   | 3,8   | 3,7   | 3,7   | 3,7   | 3,7   | 3,7   | 3,6   | 3,6   | 3,6   |
| PIB nominal (milliards de \$)                 | 2 219     | 2 285 | 2 371 | 2 462 | 2 553 | 2 646 | 2 744 | 2 845 | 2 949 | 3 057 | 3 167 | 3 282 |
| Taux des bons du Trésor à 3 mois              | 1,4       | 1,7   | 2,3   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   |
| Taux des obligations du gouvernement à 10 ans | 2,3       | 2,0   | 3,1   | 3,7   | 3,8   | 3,8   | 3,8   | 3,8   | 3,8   | 3,8   | 3,8   | 3,8   |
| Taux de change (cents US/\$ CAN)              | 77,2      | 74,7  | 74,8  | 75,3  | 75,6  | 75,7  | 75,7  | 75,7  | 75,6  | 75,6  | 75,6  | 75,5  |
| Taux de chômage                               | 5,8       | 5,6   | 5,7   | 5,6   | 5,5   | 5,4   | 5,4   | 5,3   | 5,3   | 5,3   | 5,3   | 5,3   |
| Inflation de l'IPC                            | 2,2       | 1,9   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   | 2,0   |
| Croissance du PIB réel américain              | 2,9       | 2,5   | 1,8   | 1,8   | 1,8   | 1,8   | 1,7   | 1,7   | 1,7   | 1,7   | 1,7   | 1,8   |
| Prix du pétrole WTI (\$ US / baril)           | 65        | 58    | 59    | 59    | 59    | 61    | 62    | 63    | 64    | 66    | 67    | 68    |
| <i>Parts des dépenses du PIB (%)</i>          |           |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Consommation des ménages                      | 58,3      | 59,1  | 59,1  | 58,7  | 58,4  | 58,3  | 58,2  | 58,2  | 58,2  | 58,2  | 58,3  | 58,3  |
| Dépenses gouvernementales                     | 24,7      | 24,8  | 24,5  | 24,2  | 23,9  | 23,8  | 23,7  | 23,7  | 23,7  | 23,7  | 23,7  | 23,7  |
| Investissements résidentiels                  | 7,4       | 7,0   | 6,8   | 6,8   | 6,9   | 6,9   | 7,0   | 7,1   | 7,1   | 7,2   | 7,2   | 7,2   |
| Investissements des entreprises               | 11,1      | 11,2  | 11,3  | 11,4  | 11,6  | 11,8  | 11,9  | 11,9  | 11,9  | 11,8  | 11,8  | 11,8  |
| Investissements en stocks                     | 0,5       | 0,4   | 0,2   | 0,3   | 0,3   | 0,3   | 0,3   | 0,2   | 0,2   | 0,2   | 0,1   | 0,1   |
| Exportations de biens et services             | 31,8      | 31,8  | 32,4  | 32,4  | 32,4  | 32,5  | 32,6  | 32,7  | 32,7  | 32,8  | 32,9  | 33,0  |
| Importations de biens et services             | 33,9      | 34,3  | 34,4  | 33,9  | 33,6  | 33,6  | 33,7  | 33,7  | 33,8  | 33,9  | 34,0  | 34,0  |
| <i>Parts des revenus du PIB (%)</i>           |           |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Rémunération des salariés                     | 50,5      | 51,2  | 51,2  | 50,9  | 50,8  | 50,7  | 50,7  | 50,8  | 50,8  | 50,8  | 50,8  | 50,8  |
| Revenu mixte net                              | 9,0       | 9,0   | 8,9   | 9,0   | 9,1   | 9,0   | 9,0   | 9,0   | 9,0   | 9,0   | 9,0   | 9,0   |
| Bénéfices des sociétés avant impôts           | 10,2      | 9,3   | 9,8   | 10,2  | 10,4  | 10,3  | 10,2  | 10,1  | 10,0  | 9,8   | 9,8   | 9,7   |
| Revenu des investissements                    | 2,5       | 2,6   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   | 2,7   |
| Consommation de capital fixe                  | 16,5      | 16,5  | 16,2  | 15,9  | 15,9  | 16,0  | 16,1  | 16,2  | 16,3  | 16,4  | 16,4  | 16,5  |
| Impôts moins les subventions                  | 11,3      | 11,3  | 11,3  | 11,2  | 11,2  | 11,2  | 11,2  | 11,2  | 11,2  | 11,2  | 11,3  | 11,3  |

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Tableau 2 Prévision financière de référence du CMP de 2019 (niveau sommaire)

| <i>G\$ sauf indication contraire</i>             | Prévision    |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |
|--------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                                  | 2017-2018    | 2018-2019    | 2019-2020    | 2020-2021    | 2021-2022    | 2022-2023    | 2023-2024    | 2024-2025    | 2025-2026    | 2026-2027    | 2027-2028    | 2028-2029    |
| Impôts sur le revenu                             | 209,3        | 224,0        | 225,9        | 233,1        | 244,6        | 254,6        | 264,9        | 276,3        | 287,5        | 299,0        | 310,7        | 322,8        |
| Taxes et droits d'accise                         | 53,8         | 57,3         | 58,2         | 59,5         | 61,0         | 62,7         | 64,5         | 66,4         | 68,5         | 70,7         | 73,0         | 75,3         |
| Frais de carburant                               | 0,0          | 0,0          | 2,8          | 3,9          | 5,1          | 6,2          | 6,2          | 6,2          | 6,2          | 6,1          | 6,1          | 6,0          |
| Cotisations d'AE                                 | 21,1         | 22,4         | 22,5         | 22,8         | 23,5         | 24,6         | 25,5         | 26,4         | 27,3         | 28,3         | 29,3         | 30,4         |
| Autres revenus                                   | 27,0         | 28,5         | 28,4         | 29,6         | 30,9         | 31,4         | 32,3         | 33,2         | 34,3         | 35,5         | 36,7         | 37,9         |
| <b>Revenus budgétaires</b>                       | <b>311,2</b> | <b>332,1</b> | <b>337,9</b> | <b>348,9</b> | <b>365,1</b> | <b>379,6</b> | <b>393,3</b> | <b>408,5</b> | <b>423,8</b> | <b>439,6</b> | <b>455,8</b> | <b>472,4</b> |
| Principaux transferts aux personnes              | 93,8         | 96,0         | 101,1        | 107,1        | 112,4        | 117,4        | 122,3        | 127,0        | 132,3        | 138,0        | 144,0        | 150,1        |
| Principaux transferts aux autres administrations | 70,5         | 75,5         | 76,7         | 79,6         | 82,3         | 84,5         | 87,4         | 90,2         | 93,2         | 96,2         | 98,3         | 101,5        |
| Charges de programmes directes                   | 144,0        | 151,4        | 157,2        | 158,5        | 156,1        | 158,4        | 161,5        | 165,4        | 168,8        | 174,1        | 178,2        | 182,9        |
| <b>Total des charges</b>                         | <b>308,3</b> | <b>322,9</b> | <b>334,9</b> | <b>345,2</b> | <b>350,7</b> | <b>360,3</b> | <b>371,2</b> | <b>382,6</b> | <b>394,4</b> | <b>408,3</b> | <b>420,4</b> | <b>434,5</b> |
| <b>Frais de la dette publique</b>                | <b>21,9</b>  | <b>23,1</b>  | <b>23,7</b>  | <b>27,0</b>  | <b>29,8</b>  | <b>31,8</b>  | <b>33,4</b>  | <b>34,8</b>  | <b>35,9</b>  | <b>36,7</b>  | <b>37,5</b>  | <b>38,2</b>  |
| <b>Total des charges</b>                         | <b>330,2</b> | <b>346,1</b> | <b>358,6</b> | <b>372,2</b> | <b>380,5</b> | <b>392,1</b> | <b>404,5</b> | <b>417,4</b> | <b>430,3</b> | <b>445,1</b> | <b>457,9</b> | <b>472,7</b> |
| <b>Solde budgétaire</b>                          | <b>-19,0</b> | <b>-14,0</b> | <b>-20,7</b> | <b>-23,3</b> | <b>-15,4</b> | <b>-12,5</b> | <b>-11,2</b> | <b>-9,0</b>  | <b>-6,5</b>  | <b>-5,5</b>  | <b>-2,2</b>  | <b>-0,2</b>  |
| <b>Dette fédérale</b>                            | <b>671,3</b> | <b>685,4</b> | <b>706,2</b> | <b>729,4</b> | <b>744,9</b> | <b>757,4</b> | <b>768,6</b> | <b>777,6</b> | <b>784,0</b> | <b>789,5</b> | <b>791,6</b> | <b>791,9</b> |
| <i>% du PIB</i>                                  |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |              |
| <b>Revenus budgétaires</b>                       | <b>14,5</b>  | <b>15,0</b>  | <b>14,8</b>  | <b>14,7</b>  | <b>14,8</b>  | <b>14,9</b>  | <b>14,9</b>  | <b>14,9</b>  | <b>14,9</b>  | <b>14,9</b>  | <b>14,9</b>  | <b>14,9</b>  |
| <b>Total des charges</b>                         | <b>15,4</b>  | <b>15,6</b>  | <b>15,7</b>  | <b>15,7</b>  | <b>15,5</b>  | <b>15,4</b>  | <b>15,3</b>  | <b>15,2</b>  | <b>15,1</b>  | <b>15,1</b>  | <b>15,0</b>  | <b>14,9</b>  |
| <b>Solde budgétaire</b>                          | <b>-0,9</b>  | <b>-0,6</b>  | <b>-0,9</b>  | <b>-1,0</b>  | <b>-0,6</b>  | <b>-0,5</b>  | <b>-0,4</b>  | <b>-0,3</b>  | <b>-0,2</b>  | <b>-0,2</b>  | <b>-0,1</b>  | <b>0,0</b>   |
| <b>Dette fédérale</b>                            | <b>31,3</b>  | <b>30,9</b>  | <b>30,9</b>  | <b>30,8</b>  | <b>30,3</b>  | <b>29,7</b>  | <b>29,0</b>  | <b>28,3</b>  | <b>27,6</b>  | <b>26,8</b>  | <b>25,9</b>  | <b>25,0</b>  |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Tableau 3 Résumé des mesures du budget de 2019 et nouvelles politiques

| G\$                                                           | Prévision  |            |            |            |            |            |            |            |            |            |            |
|---------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
|                                                               | 2018-2019  | 2019-2020  | 2020-2021  | 2021-2022  | 2022-2023  | 2023-2024  | 2024-2025  | 2025-2026  | 2026-2027  | 2027-2028  | 2028-2029  |
| Mesures annoncées après l'Énoncé économique de l'automne 2018 | 0,2        | 0,5        | 0,4        | 0,4        | 0,2        | 0,2        | 0,2        | 0,2        | 0,2        | 0,2        | 0,2        |
| Chapitre 1<br><i>(Investir dans la classe moyenne)</i>        | 0,0        | 0,6        | 1,4        | 1,8        | 2,4        | 2,5        | 2,5        | 2,6        | 2,6        | 2,7        | 2,7        |
| Chapitre 2<br><i>(Bâtir un Canada meilleur)</i>               | 3,2        | 0,3        | 0,8        | 0,8        | 0,6        | 0,4        | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        |
| Chapitre 3<br><i>(Faire progresser la réconciliation)</i>     | 0,9        | 0,7        | 1,0        | 1,0        | 0,6        | 0,6        | 0,6        | 0,6        | 0,6        | 0,6        | 0,6        |
| Chapitre 4<br><i>(Apporter de vrais changements)</i>          | 0,1        | 1,9        | 1,7        | 0,8        | 0,5        | 0,6        | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        | 0,5        |
| Autres mesures dans le budget de 2019*                        | 1,2        | 1,2        | 1,1        | -1,4       | -0,6       | -1,2       | -1,3       | -1,3       | -1,4       | -1,4       | -1,5       |
| <b>Mesures du budget de 2019**</b>                            | <b>5,6</b> | <b>5,1</b> | <b>6,4</b> | <b>3,4</b> | <b>3,6</b> | <b>3,0</b> | <b>3,0</b> | <b>3,0</b> | <b>3,1</b> | <b>3,1</b> | <b>3,1</b> |
| <b>Nouvelles politiques</b>                                   | <b>0,0</b> | <b>2,0</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> | <b>0,1</b> |
| <b>Mesures du budget de 2019 et nouvelles politiques</b>      | <b>5,6</b> | <b>7,1</b> | <b>6,5</b> | <b>3,5</b> | <b>3,8</b> | <b>3,1</b> | <b>3,1</b> | <b>3,2</b> | <b>3,2</b> | <b>3,3</b> | <b>3,3</b> |

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : \* Comprenant les mesures non annoncées depuis l'Énoncé économique de l'automne 2018 et dans le budget de 2019.

\*\* Comprenant les mesures annoncées après l'Énoncé économique de l'automne 2018 et avant le budget de 2019.

Un nombre positif indique une diminution du solde budgétaire (en raison d'une baisse des revenus ou d'une hausse des dépenses).

Un nombre négatif indique une augmentation du solde budgétaire (en raison d'une hausse des revenus ou d'une baisse des dépenses).



# Notes

---

1. Disponible à l'adresse : [https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/General/Guidelines%20on%20Cost%20Estimates%20for%20Electoral%20Platform%202018-01-24\\_FR.pdf](https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/General/Guidelines%20on%20Cost%20Estimates%20for%20Electoral%20Platform%202018-01-24_FR.pdf).
2. Disponible à l'adresse : <http://www.readyreckoner.ca/?locale=fr-CA>.
3. Disponible à l'adresse : [https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/public\\_debt\\_calculator](https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/public_debt_calculator).
4. Par exemple, la prévision financière de référence pourrait être ajustée par le retrait de certaines mesures du budget de 2019, ce qui aurait des répercussions directes sur la marge de manœuvre financière à des fins de planification. Il y aurait toutefois également des répercussions secondaires sur les frais de la dette publique qui pourraient augmenter ou diminuer (selon la mesure) la marge de manœuvre. Notre outil en ligne peut être utilisé pour établir une estimation de ces répercussions secondaires.
5. Disponible à l'adresse : [https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2019/EFO%20April%202019/EFO\\_APR2019\\_FR.pdf](https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2019/EFO%20April%202019/EFO_APR2019_FR.pdf).
6. La différence des niveaux du PIB nominal projetée est ajustée pour tenir compte des révisions historiques.
7. Pour évaluer les contributions des révisions au solde budgétaire, nous évaluons les changements qui se transfèrent aux catégories des recettes et des dépenses. Par exemple, les révisions à nos projections sur les recettes tirées de la redevance sur les combustibles modifient de façon égale les dépenses des produits nets de la redevance sur les combustibles.